

Frédérique CHOPIN
MCF HDR en Droit privé et Sciences criminelles
Responsable M2 RH RSE
Aix Marseille Université
frederique.chopin@univ-amu.fr



Titres et diplômes

- ▣ **Depuis 2006 : Maître de Conférences** en Droit privé et Sciences Criminelles à l'Université d'Aix-Marseille (AMU), Faculté d'Economie et de Gestion
- ▣ **2006 Habilitation à Diriger les Recherches**
- ▣ **1999-2006 Maître de Conférences** à l'Université de Perpignan, Faculté de droit et de sciences économiques
- ▣ **1998 Doctorat** en Droit privé et Sciences Criminelles, **mention Très Honorable avec les Félicitations du Jury à l'unanimité**, « La lutte contre la corruption », Aix en Provence, sous la direction de M. le Professeur G.DI MARINO. Jury : J.Pradel, J.F Renucci, G.Mathieu, G.Champy

Activités scientifiques

- Laboratoire de rattachement
 - 2012- **Centre de Droit Social**, Faculté de Droit, Aix Marseille Université, EA 901.
 - 2006-2011 : Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail (LEST), UMR 6123, Université Aix Marseille II.
 - 1999-2006 Centre de droit de la concurrence (Université de Perpignan) et chercheur associé au Centre de recherche en matière pénale, Université Aix-Marseille III, Paul Cézanne
- Expertise

-Membre titulaire élu au CNU, section 01 Droit privé et sciences criminelles

-Audition devant la Commission des lois du Sénat sur « le droit pénal à l'heure d'internet », Mai 2015.

-Expertise convention CIFRE

-Membre du Conseil scientifique de l'IRFEDD (Institut Régional de Formation à l'Environnement et au Développement Durable), PACA

- Membre du Conseil scientifique de l'Ecole Universitaire de Maïeutique de Marseille Méditerranée, Aix Marseille Université

-Membre du Conseil d'administration « Les Premières Provence », www.lespremierespervence.com

Responsabilités pédagogiques

- Depuis 2013 **Responsable du Master 2** Ressources Humaines et Management responsable des organisations, spécialité Alter Management et responsabilité sociale de l'entreprise, Faculté d'Economie et de Gestion, Aix Marseille Université
- 2006-2013 **Responsable du Master 1** Ressources Humaines et Management Responsable des organisations, Faculté d'Economie et de Gestion, Aix Marseille Université
- Direction de thèses et membre de jury de thèses et de comités de suivi de thèse

Responsabilités éditoriales

- Revue pénitentiaire et de droit pénal, Cujas : **Titulaire de la chronique Droit pénal du travail**
- Revue pénitentiaire et de droit pénal, Cujas : **Titulaire de la chronique Droit pénal de la protection sociale.**
- Répertoire pénal Dalloz, Rubriques** Cybercriminalité, Syndicat professionnel, Défenseur des Droits
- AFDP, www.francepenal.org : **titulaire de la chronique de jurisprudence Droit pénal du travail (2010-2016)**

Responsabilités administratives

- Secrétaire générale de l'Association Française de Droit Pénal, (2005-2015)
- Référente Développement durable** pour la Faculté d'Economie et de Gestion, Aix Marseille Université
- Référente Egalité Femmes-Hommes et lutte contre les Discriminations**, FEG, membre du comité de pilotage, Aix-Marseille Université et membre du groupe de travail Harcèlement sexuel, AMU
- Membre de **comités de sélection** (Aix Marseille Université, Toulouse, Perpignan)
- Organisation de manifestations scientifiques**
 - co-organisatrice des colloques :
 - « Les Défis de la formation professionnelle », Marseille, **2017**, (IRT, LEST, CDS)
 - « Les rendez-vous du droit de la protection sociale », Aix, 2016-**2017. 2018**
 - « Actualité du contentieux en droit pénal social », FDSP, CDS, Aix, 2016.
 - organisatrice colloque et petit déjeuner RH entreprise en partenariat avec l'agence ITER France, Aix, 2016
 - « Le management interculturel, un enjeu de gestion des ressources humaines ? »
 - « Mobilité internationale et défis RH »
 - organisatrice colloque et petit déjeuner RH entreprise en partenariat avec l'agence ITER France, Aix, **2017**
 - « Intercultural Talent Management »
 - « Droit social et numérique »
 - « Diversité et discriminations dans l'emploi »
 - organisation conférence « l'égalité professionnelle et le dialogue social », FEG, Marseille 2016
 - co-organisation conférence « le Conseil de prud'hommes », FEG Marseille et FDSP Aix, **2017**
 - organisatrice conférence « entreprendre au féminin et numérique » Semaine AMU entreprises, Aix, **2017**.

Activités de recherche

Ouvrages individuels et collectifs

-« *La lutte contre les discriminations* » in « *Syndicalisme et droits syndicaux* » (Dir.F.Petit), Coll.Systèmes, LGDJ, à paraître **2018**.

-« *Réflexions autour de la présomption d'innocence* », in « *Faut-il rethéoriser le droit pénal ?* » (Dir.J.Leroy) ; Editions Lexis Nexis, **2017**, pp.189-198

- « *La conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle au regard des nouveaux outils numériques* », in « *Ethique et numérique* », Coll.Centre d'éthique, PUAM, 2016, p.145-159.

- « *Quelle place pour le droit du travail en prison ?* » in « *Les droits fondamentaux des personnes privées de leurs libertés* », sous la direction d'Emmanuel Putman et Muriel Giacomelli, Editions Mare & Martin, 2016, p.215-231.

- *Agression physique, Agression verbale, Insulte*, in « *Dictionnaire des RPS* », sous la direction de Philippe Zawieja et Franck Guarnieri (MINES ParisTech), Éditions du Seuil, Paris, février 2014.

- « *Stress, pénibilité et harcèlement : quelle articulation du point de vue du juriste ?* »,p.67-76 in « *Le stress au travail : regards pluridisciplinaires* », sous la direction d' Alexis Bugada, PUAM, 2013.

-**CHOPIN (F)** « *Leçons de droit du travail* », Editions Ellipses, 2011.

-« *La confrontation des règles de la procédure pénale internationale aux principes fondamentaux du droit international des droits de l'homme (l'exemple de la CEDH)* »,p.97-103, in « *L'actualité de la justice pénale internationale* », Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2008.

- « *Vers un nouveau modèle de justice pénale ?* », Mélanges en l'honneur de Raymond GASSIN, p.135-146, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2007.

-« *La place actuelle de la répression de la corruption dans les politiques pénales et législatives françaises* », in « *Le nouveau code pénal dix ans après* », sous la direction de D.THOMAS, Editions Pedone, 2005, pp.159-180.

-**CHOPIN (F)** « *La lutte contre la corruption* », Presses Universitaires de Perpignan, 2003.

-**CHOPIN (F)**, « *Le droit de grève* », collection la justice au quotidien, Editions L'Harmattan, 2003

Articles de revues

-« *Les avancées du droit du travail et de la jurisprudence sur la QVT et les transformations numériques* », Cahier des RPS, **2018**, n°30, à paraître.

-« *La formation professionnelle des personnes sous mains de justice* », Chroniques du travail, **2017**, n°7, p.152-164.

-« *La lutte contre le travail dissimulé : de l'optimisation sociale à la répression de la fraude* », Lexbase, Hebdo Edition sociale, n°695 du 20 avril **2017**, 8 pages.

-« *Les nouvelles mesures de lutte contre le détachement illégal* », Gazette du Palais, **2017**, n°10, p.74-80

-« *la protection des jeunes de moins de 18 ans dans l'ordonnance du 7 avril 2016* », Les cahiers sociaux, n°287, juillet 2016, p.388-389.

-« *Actualité du travail dissimulé dans la jurisprudence* », AJ pénal 2016, n°7-8, p.348-351.

-« *Dialogue social au sein de l'entreprise (articles 267 à 271 de la Loi Macron)* », JCP.E.2015.1443

-« *Les pouvoirs d'enquête de l'inspection du travail* », Actualité Juridique pénal, Dalloz, Mars 2015, p.116-118.

-« *Le Défenseur des droits* », Rubrique Répertoire pénal Dalloz, janvier 2015, 38 pages.

-« *Quelles conditions de travail pour les personnes incarcérées ?* », Recueil Dalloz 2013, Point de vue, p.1909.

-« *Rapport français sur la cybercriminalité* », Revue internationale de droit pénal, 2013/3-4.

-« *La cybercriminalité* », Rubrique Répertoire Pénal Dalloz, juillet 2013.

-« *Hadopi et le téléchargement illégal* », Actualité Juridique Pénal, Dalloz, Mai 2012, p.258-263.

-« *Syndicats professionnels* », Rubrique Répertoire Pénal Dalloz, 2012, janvier 2012, 13 pages.

-« *Santé, Discrimination et Cour Européenne des Droits de l'Homme* », Les cahiers de droit de la Santé du Sud-est, Editions Les Etudes Hospitalières, 2010, n°11, p.39-50.

-« *Les nouvelles orientations des soins dans la loi sur la rétention de sûreté* », Revue pénitentiaire et de Droit pénal, 2010, n°2, p.313-324.

-« *La cybercriminalité* », Rubrique du Répertoire Pénal Dalloz, Mai 2009, 59 pages.

-« *Les politiques publiques de lutte contre la cybercriminalité* », AJ Pénal, Mars 2009, p.101-107

-« *Rapport français sur le financement du terrorisme* », Revue Internationale de Droit Pénal, 2008/ 3-4, p.85-135.

-« *Rapport français sur la corruption et les délits apparentés dans les transactions commerciales internationales* », Revue internationale de droit pénal 2003, 1/2, p.215-254.

-« *La cession de clientèle dans la perspective de la protection du consommateur* », Petites affiches n°97 du 17 mai 1999, p.4-9.

Notes et observations

Accidents du travail -Crim, 3 avril 2013, n°12-80.505 ; Civ2ème, 7 février 2013, n°12-12.094 ; civ2ème, 4 juillet 2013, n°12-18.867, civ2ème, 25 avril 2013, n°12-12.963, RPDP 2013/3, p.701-703 ; -Crim, 28 mai 2014, n°13-18464, RPDP 2014/3, p.721, Cass.2e civ.17/9/2015, n°14-20.343, JCP.E.2016, n°10, Crim, 12 janvier 2016, n°12-87724, RPDP 2016/3, p.676 ; Cass.Crim, 17 janvier 2017, n°15-87.530 et Cass, 2ème Civ., 9 mars 2017, n°16-11.955, RPDP 2017/3 ;

Action civile -Soc, 15 mai 2013, n°11-22.396, Soc, 6 février 2013, n°11-23.738, RPDP 2013/3, p.672-673.

Amnistie Soc, 4 juin 2014, n°12-28.740, n°12-28.741, n°12-28.742, RPDP 2014/3, p.707

Attestation de vigilance Civ2ème,9 février 2017, n°16-11.297, JCP.E.2017.1579 ;

Compétence du TASS -Soc, 29 mai 2013, n°11-20.074, JCP.E.2013.1631, Soc, 23 octobre 2014, n°13-16.497, JCP.E.2015.1143

Constitution de partie civile-Crim, 17 juin 2014, n°12-85.869, RPDP 2014/3, 703

Contrat à durée déterminée- Crim, 1^{er} mars 2016, n°15-80090 ; Crim, 21 juin 2016, n°15-83485, RPDP 2016/3, p.681

Délit d'entrave -Crim, 11 juin 2013, n°12-83.081, Crim, 19 mars 2013, n°12-85.617 QPC, Crim, 5 mars 2013, n°11-83.984, RPDP 2013/3, p.679-681 ; -Crim, 31 janvier 2012, n°11-85.226, Crim, 31 janvier 2012, n°11-84.113, RPDP 2012/3, p.706 ; Crim, 8 avril 2014, n°12-85.800, Crim, 14 janvier 2014, n°11-81362, RPDP 2014/3, p.701-703

Délit d'obstacle au contrôle de l'inspecteur du travail Cass.Crim, 25 avril 2017, n°16-81.793, RPDP 2017/3 ;

Détachement de travailleurs, Crim 28 mars 2017, n°15-84.795, AJ Pénal 2017/6, p.286-287 ; Crim, 12 décembre 2017, n°16-87.230, AJ Pénal 2018/2

Discrimination et CJUE-CJUE 25 octobre 2012, aff.C-367/11 Déborah Prete c/ Office national de l'emploi, JCP.E.2013.1164

Discrimination indirecte-Soc, 6 juin 2012, n°10-21.489, JCP.E.2012.1190

Discrimination syndicale-Crim, 11 avril 2012, n°11-83.816, RPDP 2012/3, p.699 ; Cass.Crim, 10 mai 2017, n°16-82.892 ; Crim, 7 juin 2017, n°15-86.443, RPDP 2017/3 ;

Escroquerie à la sécurité sociale- Crim, 1^{er} juin 2016, n°14-88321, Crim, 23 mars 2016, n°15-80534, Crim, 9 décembre 2015, n°14-87119, RPDP 2016/3, p.673 ; Cass.Crim, 27 juin 2017, n°16-84.638 ; Cass.Crim, 11 juillet 2017, n°16-84.828, RPDP 2017/3 ;

Expertise médicale technique et principe du contradictoire -Civ2ème, 20 septembre 2012, n°11-24.173, JCP.E.2013.1164

Exposition à l'amiante -Soc, 23 octobre 2012, n°11-13.792, JCP.E.2013.1164

Faute inexcusable -Civ 2ème, 20 juin 2013, n°12-21.548, Civ2ème, 28 février 2013, n°11-21.015, Civ2ème, 24 janvier 2013, n°11-28.595, 11-28.707 JCP.E.2013.1631 ; Crim, 3 janvier 2012, n°09-87.288, Civ2ème, 4 avril 2012, n°11-14.311, 11-15.393, 11-18.014, 11-12.299, Civ2ème, 15 mars 2012, n°10-15.503, Crim, 27 mars 2012, n°10-85.130, Civ2ème, 10 mai 2012, n°11-14.739, civ2ème, 31 mai 2012, n°11-10.424 et 11-13.814, RPDP 2012/3, p.746-747 ; -Civ2ème, 9 décembre 2010, n°09-17.458, JCP.E.2011.1424. Civ2ème, 3 mars 2011, n°09-70.419, JCP.E.2011.1710.

Fraudes à la sécurité sociale -Crim, 30 janvier 2013, n°11-88.847 ; Crim, 19 juin 2013, n°12-85.493 ; Crim, 18 juin 2013, n°13-80.167 ; Cons.Const. 28 juin 2013, déc ; n°2013-328 QPC, RPDP 2013/3, p.695-700 ; Crim, 8 janvier 2014, n°8000-47 et n°13-80.380, Crim, 10 décembre 2013, n°13-80954, Crim, 2 avril 2014, n°13-81063, RPDP 2014/3, p.717-720, Crim, 4 mai 2016, n°14-86468, Crim, 8 décembre 2015, n°14-88517, Crim, 2 février 2016, n°14-88059, RPDP 2016/3, p.675 ; Cass.Crim, 7 mars 2017, n°15-84.391 et Cass.Crim, 22 février 2017, n°15-87.417, RPDP 2017/3 ;

Harcèlement moral Crim, 13 décembre 2016, n°15-81.853, JCP.E.2017.1592 ;

Homicide involontaire et travail Crim, 9 janvier 2018, n°17-80.200, AJ Pénal 2018/3, à paraître

Inaptitude professionnelle Civ2ème, 29 mai 2013, n°11-28.799, JCP.E.2013.1631

Indemnisation par le FGTI Civ2ème, 28 avril 2011, n°10-17.717, JCP.E.2011.1710

Infraction routière et travail Cass. 2e civ. 9 mars 2017 n° 15-27.538, RPDP 2017/3 ;

Jours fériés- Crim, 12 avril 2016, n°14-88193

Marchandage Soc, 6 février 2013, Crim, 5 février 2013, n°11-87.206, RPDP 2013/3, p.674-676 ; Crim, 14 janvier 2014, n°12-88053, RPDP 2014/3, p.711-713

Mise en danger d'autrui Cass.Crim 19 avril 2017, n°16-80.695, RPDP 2017/3 ;

Obligation de sécurité Cass.Crim, 7 mars 2017, n°16-81.346 et Cass.Crim, 7 février 2017, n°15-85.321, RPDP 2017/3 ;

Préjudice- Cass.Soc, 6/10/2015, n°13-26.052, JCP.E.2016, n°10 ; Cass., avis, 13 juin 2016, n°16005, JCP.E.2017.1191 ;

Prêt illicite de main d'œuvre -Crim, 19 mars 2013, n°11-86.552, RPDP 2013/3, p.673-674 ; -Crim, 8 avril 2014, n°12-88429, RPDP 2014/3, p.711-713

Recel- Crim, 1^{er} juin 2016, n°15-81187, RPDP 2016/3, p.674

Recours subrogatoire des organismes sociaux-Crim, 2 novembre 2011, n°10-85.892, Crim, 2 novembre 2011, n°10-83.219, RPDP 2012/3, p.750-751 ; Crim, 18 mars 2014, n°12-87521, Crim, 24 juin 2014, n°13-85674, RPDP 2014/3, p.722-724

Recours des tiers payeurs -Crim, 24 janvier 2012, n°11-81.567, RPDP 2012/3, p.751 ; (Cass. avis, 13 juin 2016, n° 16005, JCP.E.2017.1191

Régime agricole -Décision n°2011-161 QPC, 9 décembre 2011, RPDP 2012/3, p.752-753.

Régime sécurité sociale Crim, 11 mars 2014, n°12-81.461, RPDP 2014/3, p.724-725

Repos hebdomadaire Cass.Soc, 11 mai 2017 n°15-25.195 et Cass.Crim, 7 juin 2017, n°16-83.637, RPDP 2017/3 ;

Responsabilité pénale de l'employeur, personne morale -Crim, 11 avril 2012, n°10-86.974, RPDP 2012/3, p.698 ; - Crim, 6 mai 2014, n°13-82677, Crim, 11 juin 2014, n°13-85601, Crim, 14 janvier 2014, n°12-83082 RPDP 2014/3, p.706-707 ; Crim, 12 juillet 2016, n°15-84247, RPDP 2016/3, p.689

Responsabilité pénale de l'employeur, personne physique -Crim, 17 avril 2013, n°12-87.490, 11-27.550, Crim, 3 avril 2013, n°12-80.871, 12-82.551, RPDP 2013/3, p.676-678 ; Crim, 25 mars 2014, n°13-80376, RPDP 2014/3, p.704-705, Crim 30 mars 2016, n°14-87511, RPDP 2016/3, p.689

Revente à perte- Crim, 7 mai 2002, Dalloz 2003.1033

Solidarité financière- Civ 2^{ème}, 11 février 2016, n°15-10.168 et n°14-10.614, JCP.E.2016.1580, n°7

Travail à temps partiel- Crim, 15 mars 2016, n°13-88278, RPDP 2016/3, p.684

Travail en commun -Crim, 11 octobre 2011, n°11-80.122, JCP.E.2012.1191

Travail dissimulé par dissimulation d'activité -Crim, 19 février 2013, n°12-80.440 ; Crim, 3 avril 2013, n°08-83.982. Crim 28 mai 2013, n°12-84.246, RPDP 2013/3, p.665-667 ; Crim, 14 février 2012, n°11-82.949 ; Crim, 6 décembre 2011, n°10-86.829, RPDP 2012/3, p.695-697 ; -Civ2ème, 19 décembre 2013, n°12-27513, RPDP 2014/3, p.722 ; Civ2ème, 9 octobre 2014, n°13-22.943, JCP.E.2015.1143, civ 2ème, 26/11/2015, n°14-23.851, JCP.E.2016, n°10, Crim, 1^{er} décembre 2015, n°14-85.480, JCP.E.2016.1580, n°6 ; Cass. 2e civ., 7 juill. 2016, n°15-16.110, JCP.E.2017. 1191 ; Cass. 2e civ., 29 sept. 2016, n°16-40.227, JCP.E.2017.1191 ;

Travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié -Crim, 25 juin 2013, n°12-86.414, 12-83.021, Crim, 14 mai 2013, n°11-88.861, Soc, 24 avril 2013, n°11-28.691, Crim, 16 avril 2013, n°12-81.76, Crim, 5 février 2013, n°12-81.383, Soc, 23 janvier 2013, n°11-23.428, RPDP 2013/3, p.667-670 ; - Crim, 5 juin 2012 n°11-83.31 ; Crim, 6 décembre 2011, n°10-86.829, RPDP 2012/3, p.695-697 ; - Crim, 17 juin 2014, n°13-81116, RPDP 2014/3, p.709-710 ; Cass. 2e civ., 7 juill.2016, n° 15-16.110, JCP.E.2017.1191 ;

Travail dissimulé par emploi d'étrangers sans titre de travail- Crim, 28 mai 2013, n°12-80.538, Crim, 22 janvier 2013, n°12-80.734, RPDP 2013/3, p.670-672 ; - Crim, 11 avril 2012, n°11-85.824, Crim, 15 mars 2011, n°10.81-510, RPDP 2012/3, p.697-698 ; Crim, 24 mai 2016, n°14-85665, Crim, 30 mars 2016, n°14-88519, Crim, 22 juin 2016, n°14-80041, RPDP 2016/3, p.686

Travail dominical- Crim, 22 septembre 2015, n°13-82.284, AJ.Pénal.2016, p.35, Crim, 15 décembre 2015, n°14-85261, RPDP 2016/3, p.679

Travail temporaire- Crim, 10 mai 2016, n°14-85318, RPDP 2016/3, p.683

Tribunal des Affaires de la sécurité sociale Cass.Crim, 25 avril 2017, n°15-85.890, RPDP 2017/3 ;

URSSAF Civ 2^{ème}, 9 octobre 2014, n°13-19.493, JCP.E.2015.1143, Civ2ème, 11 février 2016, n°15-10.487, JCP.E.2016.1580, n°5 ; Cass.2e civ., 29 sept. 2016, n° 16-40.227, JCP.E.2017.1191 ; Civ2ème, 9 mars 2017, n°16-12.133 et Civ2ème, 4 mai 2017, n°16-14.144, JCP.E.2017.1579 ;

Visites domiciliaires, perquisitions, saisies- Crim, 28 janvier 2014, n°13-83217, Conseil constitutionnel, Décision n°2014-387 QPC du 4 avril 2014, RPDP 2014/3, p.713-715

Visite médicale d'embauche- Crim, 12 janvier 2016, n°14-87695 et 14-87696, RPDP 2016/3, p.688

Interventions dans des colloques

Colloques internationaux

« Professional training as part of corporate social responsibility », 9th intercultural seminar, Agence ITER France, 30/11/2017, Aix en Provence, Institut Américain Universitaire.

-“Whistle Blowing in France since the new law of 2016”, Ethical Whistle Blowing: intercultural perspectives, Agence ITER France, 4 mai 2017, Aix-en-Provence.

-« La conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle au regard des nouveaux outils numériques », colloque du Centre d'éthique économique et des affaires, Faculté de Droit, AMU, 19-20 juin 2015.

- « Les formes juridiques de la reconnaissance des parties prenantes », XIème congrès de l'ADERSE, semaine du Management, FNEGE, Kedge Business School, mai 2014.

-« Rapport français sur le concept de cybercriminalité », Colloque international préparatoire au XIX congrès de l'AIDP, Université de Vérone, Italie, 28-30 novembre 2012, publié à la Revue Internationale de Droit Pénal, 2013, n°3-4.

-« Santé, Discrimination et Cour Européenne des Droits de l'Homme », colloque international « Santé et Discriminations », Faculté de Droit d'Aix en Provence, CDSA, novembre 2009, publié in « Les cahiers de droit de la Santé du Sud-est », Editions Les Etudes Hospitalières, 2010, n°11, p.39-50.

-«Rapport français sur le financement du terrorisme », Case Western Reserve University, Cleveland, Avril 2008, publié à la Revue internationale de Droit Pénal, 2008, n°3-4, p.85-135.

-« Rapport français sur la corruption et les délits apparentés dans les transactions commerciales internationales », Université de Tokyo, novembre 2002, publié à la Revue Internationale de Droit Pénal, 2003, n°1-2, p.215-254.

Colloques nationaux

-« Le détachement de travailleurs, aspects de protection sociale », Les Rendez-vous du droit de la protection sociale, Faculté de Droit, AMU, 20 juin 2017.

-« La lutte contre le travail dissimulé : valorisation de l'optimisation sociale et répression de la fraude », Colloque organisé par l'URSSAF Paca, Faculté de Droit, Aix Marseille Université, rapport de synthèse, Novembre 2016.

- « Réflexions autour de la présomption d'innocence » in colloque « Faut-il re-théoriser le droit pénal ? », Centre de Recherche juridique Pothier, Université d'Orléans, Octobre 2016.

-« L'actualité du travail dissimulé en 2016 », Colloque « Actualité du contentieux en droit pénal social », Aix Marseille Université, Faculté de Droit, Mai 2016.

-« Les défis sociétaux de la RSE : approche juridique », Table ronde Entreprises et Universités face aux défis du développement durable, Aix Marseille Université, Faculté de Droit, Octobre 2014.

-« La question de la transparence de la vie politique et son renforcement récent », colloque « Failles françaises dans la lutte contre la corruption », Faculté de droit, Aix en Provence, septembre 2014.

- « Le droit garant de la viabilité d'une société », journée l'homme et la société, Lycée du Sacré Cœur, Aix en Provence, mars 2014.

-«Stress, pénibilité et harcèlement : quelle articulation du point de vue du juriste ? », in Colloque "Le stress au travail : une approche interdisciplinaire (médicale, managériale, juridique et politique), Centre de Droit Social EA 901, Aix-Marseille Université, le 17 janvier 2012, publié aux PUAM, 2013.

-« Les nouvelles orientations des soins dans la loi sur la rétention de sûreté », Faculté de Droit d'Aix en Provence, CDSA, janvier 2009, publié in Revue pénitentiaire et de Droit pénal, 2010, n°2, p.313-324.

-« La confrontation des règles de la procédure pénale internationale aux principes fondamentaux du droit international des droits de l'homme (l'exemple de la CEDH), Faculté de Droit d'Aix en Provence, Mai 2007.

Formation continue

Ecole Nationale de la Magistrature : Direction de sessions de formation continue des magistrats sur « la coopération judiciaire pénale internationale (2010-2012), et interventions (2013-2016).

Institut Régional du Travail, Aix en Provence : Animation de stages de formation sur les violences, les discriminations, le harcèlement moral, les TIC et le droit.

Ecole Universitaire de Maïeutique Marseille Méditerranée, formation continue des sages-femmes, sur la responsabilité médico-légale